

La communauté Boimondau

Notes de stage¹

PAR JEAN GOUROT

LA Communauté Boimondau (Boîtiers de montres du Dauphiné) fondée à Valence, en 1941, par Marcel Barbu, fêtera l'été prochain son 10^e anniversaire. Et ce n'est pas seulement d'avoir « tenu » dix ans qu'elle se réjouira, mais d'avoir en elle les promesses d'une durée plus longue et d'un essor plus grand. Menacée, vacillante jusqu'à la libération, Boimondau, malgré de durs passages, a, depuis 1945, consolidé d'année en année sa position économique, et sur ce seul plan elle manifeste déjà la réussite d'une collectivité ouvrière gérant l'entreprise industrielle qu'elle possède de façon indivise.

Mais, comme expérience, elle éveille bien d'autres résonances que celle du succès économique. Depuis qu'en 1944, l'étude d'Économie et Humanisme a attiré l'attention sur elle, elle a pris la signification d'une tentative de développement humain total. De bonne heure, des observateurs, des stagiaires sont venus, de France et de l'étranger ; toute une littérature s'est publiée et l'on annonce la publication prochaine aux U.S.A. d'un livre sur la Communauté. Après bien d'autres, j'ai pris, cet été, le chemin de Valence, et, durant un mois, j'ai travaillé à Boimondau comme manœuvre. J'ai surtout cherché à saisir la vie de la Communauté dans l'esprit de ses membres et dans la conscience qu'ils prennent quotidiennement de leur expérience et de sa signification. Comme tout stagiaire j'ai d'abord été sensible à certains aspects de Boimondau, puis, à travers eux, à quelques problèmes essentiels. Voici comment me sont apparus les uns et les autres ;

¹ Ce document est la transcription intégrale de l'article publié dans la revue Esprit avril 1951. Toute reproduction, même partielle, devra mentionner le nom de la revue Esprit, le nom de l'auteur Jean Gourrot, ainsi que les références du site Internet.

La revue Esprit a été créée en 1932 d'un choix collectif. L'équipe d'Esprit, composée alors de quelques personnes, dont les plus notables sont Emmanuel Mounier, Georges Izard, André Deléage et Louis-Emile Galey, rassemble en fait un petit groupe de jeunes gens qui cherchent à s'émanciper. À lire « Esprit, une revue dans l'histoire » Jusqu'à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 mai 1951, les statuts sont ceux d'une Coopérative de Production des Edition Esprit. <http://www.esprit.presse.fr/>

ASPECTS DE BOIMONDAU

Amitié et liberté.

Boimondau, pour le nouveau venu, c'est d'abord un climat avant de l'analyser, il en subit l'attrait ; s'il cherche à le définir, il trouve aisément ce qui lui plaît : les compagnons sont jeunes (leur âge moyen serait de 29 ans) ; leur jeunesse est gaie vive, comme toutes les jeunesses, avec, souvent, l'exubérance du Midi tout proche.

L'amitié a le visage de la camaraderie mais noue entre les compagnons d'autres liens que ceux de la cordialité et de la bonne humeur. Certes, celles-ci sont en bonne place à Boimondau : nulle étiquette, nul conformisme hiérarchique n'entravent les relations. Le casse-croûte du matin réunit, sur les bancs de la cantine, dans un sympathique coude à coude, tous les compagnons, le manoeuvre à côté de l'« ingénieur en chef ». Le tutoiement est universellement pratiqué à la Communauté, quelles que soient les diversités d'âges et de fonctions. Mais un tutoiement, une cordialité de cantine ou de terrains de jeux, peuvent n'être, eux aussi, que des conformismes, laissant les hommes étrangers entre eux. Or la vie même de Boimondau, opérant un incessant brassage entre ses membres, les contraint à se connaître tous vraiment. Dans les ateliers, ils sont répartis en groupes stables, mais ils appartiennent à d'autres équipes, culturelles et sociales, et d'une équipe à l'autre, ce ne sont jamais les mêmes qui se retrouvent tous ensemble.

Une « institution » de Boimondau favorise particulièrement cette connaissance mutuelle : *Les réunions de quartier*². Elles sont en apparence, chose simple, banale : elles rassemblent régulièrement quelques familles ; celles-ci ne sont pas uniquement choisies dans la mesure où elles sont voisines, mais surtout dans la mesure où, représentant des tendances spirituelles diverses et des responsabilités professionnelles inégales, elles peuvent, en se groupant, offrir une image réduite de la Communauté. Les compagnons (et c'est là le grand mérite de telles réunions), se retrouvent hors des lieux du travail, dans l'intimité d'un foyer ; les femmes et les enfants y jouent tout naturellement leur rôle. On se reçoit en toute

² Je croyais trouver à Valence une « Cité Boimondau » C'est ainsi que, volontiers, l'on s'imagine la Communauté. La réalité est toute différente. Les compagnons sont dispersés dans la ville ou aux alentours. Sans doute n'a-t-il pas été possible, faute de moyens, de créer cette cité à part », Mais sans doute aussi, ne répondrait-elle pas à l'une, des Principales exigences de Boimondau : ne pas s'isoler, garder et multiplier les contacts, demeurer intégré dans une communauté plus vaste.

simplicité, tantôt chez l'un, tantôt chez l'autre. On dirait bien, à certains égards, des réunions de voisins, où les petits événements du jour sont commentés avec animation, par les épouses surtout ! Mais y sont aussi étudiés, et de la façon la plus libre, la moins scolaire les « grands problèmes » de la Communauté, les décisions importantes à prendre. Ainsi, en même temps que s'avive, de réunion en réunion, l'intérêt que chaque famille porte aux autres, se développe chez tous, compagnons et compagnes, le sens de la réalité communautaire. La composition des « groupes de quartier » vient d'être modifiée pour permettre d'autres contacts et renouveler les amitiés. Nous saisissons ici, inséparables, deux tendances fondamentales de la Communauté : unir ses membres par des liens personnels ; les garder de la tentation des mondes clos.

Il serait, certes, puéril d'imaginer en Boimondau une société dépourvue totalement de tout ce qui est lié, comme par essence, aux relations humaines ; « accrochage » des égoïsmes, oppositions d'intérêts, d'ambitions, d'idées ; « affrontements » de personne à personne. Il y a, à Valence comme ailleurs, des récriminations qui peuvent n'exprimer que des rivalités, mais l'ambiance quotidienne (et un séjour d'un mois permet de l'apprécier), la « moralité vécue », rendent, à Boimondau, le son authentique d'une libre franchise.

On ne se fait pas faute, à l'occasion des diverses réunions dont nous parlons plus loin, de s'adresser des reproches. On ne biaise pas. Ces reproches peuvent concerner non seulement la gestion de tel ou tel responsable, mais aussi le caractère d'un compagnon, dont on n'est pas satisfait, et même sa vie privée : on m'a conté le cas d'un père de famille nombreuse que ses camarades ont cité devant le tribunal de la Communauté, parce qu'il n'envoyait pas ses enfants à l'école. J'ai travaillé dans le même atelier que ce compagnon et dans ses rapports avec les autres je n'ai rien constaté qui décelât qu'ils avaient été en opposition avec lui. Le ton général est celui d'une cordialité gaie, affectueuse, d'autant plus sincères qu'elle se permet, quand il le faut, les rudesses de la sincérité. La communauté d'inspiration crée un climat, où les inévitables malentendus sont, tôt pu tard, ramenés à la juste échelle. Les problèmes psychologiques seraient d'une résolution plus délicate, si tous les compagnons vivaient groupés ; mais tel n'est pas le cas.

Boimondau est une société d'hommes qui se veulent libres.

A cette atmosphère de liberté l'« étranger » est vite sensible. Le travail, nous y reviendrons, ici comme ailleurs, impose des servitudes, souvent pénibles ; mais il n'y a pas de servitude dans les rapports d'homme à homme. Pas de crainte du chef d'équipe, ou de service. A-t-on fini une tâche ? On ne se cache pas pour bavarder un peu, pour aller... se rafraîchir. Mais s'il faut rester « après l'heure », ou venir le samedi (depuis peu jour de repos), on reste, on vient, sans que cela pose aucun problème « d'heures supplémentaires ». Ces remarques ne constituent en rien une réponse anticipée à deux questions qu'il nous faudra bientôt poser : « Les compagnons de Boimondau trouvent-ils à leur travail quelque joie, au moins un commencement d'attrait ? » et « Leur liberté est-elle autre chose qu'une apparence ? ». Mais c'est déjà beaucoup que leur comportement soit d'hommes libres.

Un îlot de sécurité.

Plus d'un compagnon reconnaît volontiers qu'il est entré à Boimondau, attiré par les avantages matériels qu'il espérait y trouver. L'esprit communautaire lui est venu ensuite, et peu à peu. Il en a accepté le principe au début, sans bien savoir ce que c'était. La « grâce » n'a opéré que progressivement. N'allons pas croire, à cause de cela, qu'une collectivité ouvrière, libérée de la rançon du profit, et par surcroît prospère, pratique une politique systématique de hauts salaires et de distributions des bénéfices. Les gains reçus à Boimondau sont modestes : un ouvrier qualifié (il y en a peu) peut atteindre, par mois, 35 à 36.000 francs, un chef d'équipe 40.000 francs. Encore faut-il ajouter que ces chiffres expriment la rémunération selon la valeur humaine totale (activités professionnelle, culturelle et sociale réunies).

Le principe de cette rémunération intégrale est ainsi énoncé dans la « Règle » : « Après prélèvement de l'épargne et des frais indispensables au bon fonctionnement de la Communauté, les richesses produites par le travail de tous seront réparties entre tous les membres en tenant compte de la quantité et de la qualité du travail professionnel et social fourni par chacun. » (Chapitre II. Art. 12) Le « travail social » est entendu dans le sens le plus large. Accroître sa valeur humaine, c'est faire œuvre sociale. Se cultiver, développer des dons artistiques, ce n'est pas mais seulement s'enrichir soi-même, mais enrichir aussi, fût-ce en puissance, la vie communautaire ; et, à ce seul titre, on mérite une participation plus importante à la « répartition des richesses ». L'estimation de la valeur

sociale d'un compagnon comprend deux parties : la valeur statique et la valeur dynamique. La première exprime ce qu'il est, ce qu'il apporte aux autres de par sa nature. C'est ainsi que sont chiffrés en points sa santé, sa culture, son intelligence (appréciée par des tests), sa responsabilité familiale, son civisme, son dévouement, son caractère, sa personnalité, son sens des responsabilités. La valeur dynamique est déterminée selon trois grandes rubriques : l'effort culturel personnel, le travail social hors communauté, le travail social dans la communauté. A vrai dire, tel aspect « statique » pourrait être étiqueté « dynamique ». Mais l'important, ici, n'est pas un jeu de qualifications ; c'est qu'une incitation permanente à valoir davantage, pour mieux servir, soit adressée à tout compagnon, si effacé que puisse être son rôle professionnel. La « rétribution supplémentaire » (ces mots ici détonnent un peu) reconnaît cet effort ; mais elle est plus un signe qu'une « récompense ». Ce n'est pas elle qui est le moteur de l'activité, mais l'esprit communautaire lui-même. Tout ce qui est rétribution, à Boimondau, demeure modéré. Les salaires de base des ouvriers spécialisés, les plus nombreux, sont faibles : certains ne dépassent pas 20.000 francs. La rétribution selon la valeur sociale peut les augmenter sensiblement, sans que le total en soit encore très élevé : tel compagnon qui, professionnellement, gagne à peine 29.000 francs, voit son activité sociale rémunérée par un complément de sept mille francs. Plus de hiérarchie, ici ; sur le plan professionnel, l'échelle des salaires comporte de nombreux degrés, ajustés à ceux du dehors et à la diversité des qualifications ; sur le plan social, les chances sont les mêmes, pour tous, de la plus haute rétribution. Cette part ouverte de la rémunération ne l'empêche pas d'être, au total, assez modérée. L'une des idées-forces du chef actuel de la Communauté, Marcel Mermoz, est que les réserves et investissements sont une nécessité absolue et les compagnons semblent s'être laissé assez aisément persuader. D'où vient donc que Boimondau, prudente dans ses rémunérations, fasse cependant figure d'îlot de sécurité ? C'est que la rétribution du compagnon s'insère dans un réseau d'avantages. Là-bas « tout se tient ». Les allocations familiales sont substantiellement complétées, les frais médicaux intégralement remboursés. Mieux, le système original de rémunération selon la valeur humaine s'étend aux épouses, si elles sont elles-mêmes compagnes, c'est-à-dire intégrées dans la Communauté. Cette intégration ne signifie pas qu'elles doivent travailler aux ateliers, mais simplement développer leur culture et leurs talents, si modestes soient-ils,

dans une perspective de bien commun (ainsi on leur demande d'assister à des cours d'entraînement intellectuel, d'enseignement ménager, d'assumer des fonctions dans les Conseils). De cette façon une compagne sans activité professionnelle peut, par trimestre, recevoir une rétribution de 10 à 15.000 francs ; beaucoup plus, parfois : jusqu'à 40.000. Ainsi se sont tissés parallèlement un réseau d'obligations pratiques et un réseau d'avantages financiers : le premier engrène l'homme et les siens dans la Communauté ; le deuxième protège le compagnon et son foyer de la misère attachée à la condition prolétarienne.

Isoler ces aspects de facilité et de réussite serait dénaturé l'expérience Boimondau. La Communauté n'est pas une société de secours mutuels, un monde ouaté où les secousses du dehors ne parviendraient qu'amorties. Autant pour survivre matériellement que pour demeurer fidèle à elle-même, elle doit sans cesse surmonter des conflits, résoudre des antinomies. Dans cette tension entre des exigences opposées est sa vie véritable.

PROBLÈMES DE BOIMONDAU

Le travail.

Tentative de libération humaine, la Communauté de Valence est-elle parvenue à un commencement de réussite, en ce qui concerne les conditions mêmes du travail ? Il semble que non. J'ai dit l'inappréciable climat de confiance et d'amitié, mais les journées sont longues et les travaux monotones. On « fait » actuellement cinquante heures par semaine, avant les vacances on en faisait cinquante-cinq. Selon une expression chère à Mr Friedmann, les tâches sont « répétitives et parcellaires » : un jeune stagiaire a calculé qu'il faisait 10.000 fois par jour le même geste. Qu'il s'agisse de biseauter les « carrures » ou d'y tracer un cran pour le verre de la montre, c'est le même enchaînement de mouvements indéfiniment repris : sur un tour fixer la pièce à travailler, mettre le tour en mouvement, amener au contact de la pièce un chariot porte-outil, l'y laisser un temps très bref, l'éloigner ; du pied arrêter le tour, retirer la pièce, en fixer une autre, et

continuer, en tâchant d'automatiser le mieux possible ses gestes, c'est là le schéma de la plupart des travaux. Occupé moi-même à une tâche de ce genre, il me semblait que j'eusse pu poursuivre, les yeux fermés, cette succession toujours recommencée de mouvements élémentaires. Les yeux ne se ferment pas, mais l'esprit n'est plus présent que par le plus extérieur de lui-même. Certains, conscients de ce dédoublement, l'exploitent : tel chef d'équipe raconte que, naguère, traçant sans fin des crans et des biseaux, il mit au point, très nettement, par un travail purement mental toute une installation mécanique que, par la suite, il monta chez lui. Mais c'est là une évasion un peu exceptionnelle. Beaucoup ne réagissent que par la fatigue et l'ennui.

La Communauté peut-elle réduire la durée des journées ? Elle ne le pourrait qu'en produisant moins, ou en recrutant de nouveaux compagnons. Produire moins, ce serait compromettre l'actuel essor économique. Recruter de nouveaux membres n'est possible qu'à très petites « doses », car, une fois venus les temps d'activité diminuée, Boimondau ne « débauche » pas : la notion même n'a pas de sens. Il n'y a pour la Communauté, en temps de crise, que deux issues : ou se dissoudre, ou « tenir » avec tous ses compagnons, en leur donnant des salaires de famine. L'expérience en a été faite, voici deux ans. Il y avait mévente générale dans l'horlogerie. Cinq mois durant, de mai à septembre, les compagnons ont accepté de ne recevoir que 2.500 francs par mois. Ils étaient libres, il est vrai, tout en restant attachés à Boimondau, de chercher ailleurs un supplément de traitement. Ils durent emprunter pour vivre et rembourser ensuite, aux dépens du gain mensuel, quand celui-ci fut redevenu normal. Les membres dispersés d'une famille faisaient table commune pour réduire les dépenses. Un seul compagnon quitta la Communauté c'est (et ce fut, dit-on, poussé par sa femme). Voici qui nous éloigne des images de facilité du début. La sécurité matérielle est précaire ; quand elle est à peu près assurée, elle se paie de lourdes journées.

Mais Boimondau ne subit pas, sans plus, les contraintes économiques. Sur les cinquante heures hebdomadaires, trois et demie sont données aux activités culturelles, une et demie aux sports, et elles sont rémunérées comme temps de travail professionnel. Effort encore limité pour soustraire l'homme à l'emprise totalitaire du professionnel et dont l'efficacité même est compromise par la fatigue des travailleurs : les cours ont lieu en fin de journée ; on n'est pas toujours dispos après neuf heures d'atelier ! S'exerçant dans des conditions défavorables, et timidement,

la tentative en acquiert une signification d'autant plus valable.

A la nature du travail, fragmentaire et monotone, Boimondau ne saurait apporter de changement. Dans la mesure même où son outillage renouvelé l'affranchit des pratiques artisanales, il la condamne au travail sans intérêt. La Communauté se compose d'environ cent soixante membres « productifs ». Très peu nombreux sont les ouvriers qualifiés : une douzaine à peine groupés presque tous à l'atelier d'outillage. Les autres sont des manoeuvres ou des ouvriers spécialisés. Beaucoup n'étaient en rien préparés à la mécanique : celui-ci était boucher, celui-là pâtissier, cet autre coiffeur, d'autres encore cultivateurs. Et il est bon sans doute que Boimondau ne soit pas composée d'une élite professionnelle et que l'expérience ait pour artisans des travailleurs de faible qualification.

Les conflits entre les exigences de l'idéal communautaire et les contraintes économiques prend des formes diverses. Depuis deux ans il s'appelle « le problème des cadences et des primes ». On a d'abord cru à Boimondau que la bonne volonté, l'attachement à la Communauté, voire le simple intérêt, suffisaient à donner les plus hauts « rendements ». Après examen, un spécialiste de l'O.S.T. a détrompé les responsables. Ceux-ci ont étudié, puis appliqué le système Bedeaux des cadences. Les mouvements élémentaires, nécessaires à chaque opération, sont chronométrés, la cadence normale, dite cadence 60, est déterminée ; pour toute cadence supérieure, le plafond étant, 80, une prime est accordée. Le système, après des discussions assez vives, je pense, a été adopté en assemblée générale, à l'unanimité comme le veut la Règle. Mais l'acceptation réelle n'est pas unanime. Plus d'un, maintenant encore, condamne la pratique comme non communautaire et le chef d'accusation est double : de libres compagnons ne doivent pas avoir besoin de primes pour porter au maximum leur effort productif. Il est « antihumaniste » au plus haut point d'obliger le travailleur à se surmener, à forcer son rythme naturel de travail. A ces condamnations de principe, le service industriel répond surtout par des constatations de faits, ou qu'il pense telles : depuis l'instauration des primes au rendement, celui-ci a nettement augmenté (graphiques à l'appui). Les compagnons ne sont pas surmenés ; la cadence 80, qui correspond à la plus haute prime, n'est pas un rythme d'épuisement. Enfin, sur le terrain des principes, on ajoute que ceux qui sont les plus productifs font bénéficier tous les autres de leur efficacité plus grande et qu'il est juste qu'ils soient « récompensés ». La solution pleinement satisfaisante me paraît avoir été

proposée par ce compagnon, par ailleurs «ancien» de Dachau et marxiste : « Gardons les cadences (il faut produire). Supprimons les primes³ »

Autorité et liberté.

Qu'une disposition adoptée à l'unanimité inspire encore des répugnances peut surprendre. Cette unanimité est-elle fictive ? Ici se pose un problème essentiel pour toute communauté ouvrière : les compagnons y jouissent-ils d'une liberté effective, c'est-à-dire du pouvoir réel de gestion économique et d'orientation générale ? Qui dirige vraiment ? Eux ou les responsables qu'ils ont choisis ? Leur souveraineté se borne-t-elle à leur accorder ou à leur refuser la confiance, à accepter ou à rejeter les mesures qu'on leur propose ? Ou bien ces mesures sont-elles vraiment pensées, élaborées par tous ? Y-a-t-il, à Boimondau particulièrement, une création collective du destin commun ? Les compagnons parfois en doutent. Ils peuvent tout refuser : une mesure qui les choque ; l'affectation à un poste de qui leur paraît ne pas la mériter. Mais concernant les décisions majeures, il leur arrive de se sentir démunis devant une arme redoutable : la question de confiance posée par le chef de Communauté. Il leur semble qu'on leur force la main... Regardons vivre la Communauté et faisons le point.

Une première constatation s'impose : les institutions de Boimondau, aussi bien dans la théorie de leurs principes que dans leur fonctionnement réel, font participer les compagnons à la vie totale de la Communauté. Elles les y obligent, fût-ce malgré eux. Et d'abord ils sont « informés », et de la façon la plus précise, la plus régulière, au cours des Assemblées de contact qui se tiennent chaque vendredi soir, de 6 à 7 heures, prises sur le temps de travail. Chaque responsable présente, dans son domaine, les réalisations de la semaine écoulée, les perspectives prochaines, et cela va de la production industrielle aux films de la semaine. L'atmosphère en est plaisante, animée. Tout ce qui intéresse la

³ Il convient de souligner que les efforts et les sacrifices acceptés par les compagnons pour accroître la production, ont été efficaces. Quelques chiffres en témoignent : En 1946 le chiffre d'affaires a atteint 795.000 francs ; en 1948, 3.504.000 francs ; en 1949, 6.304.000 francs. Ce chiffre pour les six premiers atteint maintenant 40.000 boîtiers par mois. En 1950, la production de Boimondau a représenté 15 % de la production nationale totale, et 28% de la production des boîtiers fins.

communauté, sur tous les plans, y est au moins évoqué. Les « familiers » - femmes et enfants - y assistent. Les problèmes sont encore mieux « assimilés », intégrés à l'univers du compagnon et de sa femme, grâce aux « réunions de quartier » dont j'ai déjà parlé. Par ailleurs, chaque mois se tient, à la Communauté, l'Assemblée des Compagnons, qui elle, a pouvoir de décision. Ainsi, en septembre dernier ; une question très précise lui était posée, qui avait d'abord été étudiée dans les groupes de quartier : le bilan des six premiers mois de 1950 faisait ressortir un bénéfice plus grand qu'il n'avait été prévu. Cet excédent devait-il être incorporé intégralement à la masse des rémunérations ? « Résistez aux tentations de facilité », demandait le chef de Communauté. « Ne prélevez qu'1 %; que le reste aille au fond de roulement. C'est là la sagesse ». Et la « sagesse » l'emporta, après s'être justifiée sous forme d'exposé. Ainsi, progressivement, les compagnons acquièrent la connaissance des problèmes de gestion.

Les responsables de cette gestion, les « cadres » sont choisis par le chef du Service industriel, mais ce choix doit recevoir l'assentiment de tous. J'ai assisté, dans ce domaine, à une scène que je crois représentative de l'esprit « boimondien ». Certain après-midi le chef du Service industriel, qu'on appellerait ailleurs « l'Ingénieur en chef », est allé, d'atelier en atelier, soumettre à l'approbation des compagnons l'intention qu'il avait de faire de l'un d'entre eux, déjà « chef de section », son adjoint direct : « Quelles objections présentez-vous ? Oui, je sais, il n'a pas toujours très bon caractère, mais sa valeur technique est grande... »

La discussion fut parfois serrée et l'adhésion unanime finalement obtenue... A tous les degrés de la maîtrise cette adhésion est nécessaire : le chef du Service, comme le chef d'équipe, tirent d'elle leur pleine autorité. Ce problème du renouvellement des cadres, à l'intérieur de la Communauté, en pose d'autres plus graves.

Pour les raisons que nous avons dites, la promotion professionnelle, à Boimondau, ne peut être qu'exceptionnelle. Où « prendre » les nouveaux ingénieurs, dont le développement de l'entreprise rendra la collaboration nécessaire ? Au dehors, sans doute, et aussi bons techniciens qu'il se pourra. Mais auront-ils en même temps la vocation communautaire ? Leur autorité, qu'on ne pourra limiter à la seule technique, ne risquera-t-elle pas de faire dévier Boimondau d'une voie où il est si difficile de se maintenir ? Ici, comme ailleurs, la Communauté doit à la fois satisfaire aux exigences économiques d'une production rationnelle et les subordonner aux exigences

supérieures qui sont sa raison d'être.

Tous ses membres sont électeurs et éligibles aux organismes essentiels : le Conseil général, le Conseil social, le Tribunal⁴. L'opposition d'un seul compagnon suffirait à empêcher l'adoption d'une mesure. Je dis « suffirait plutôt que « suffit », car Boimondau ne vit pas sous le règne de l'impuissance. Sa Règle associe intimement à la souveraineté réelle des compagnons l'autorité du chef de Communauté⁵. Présent à toutes les délibérations, il peut s'opposer à toute mesure des « conseils » qu'il juge mauvaise. S'il y a conflit, l'assemblée générale tranchera, qui peut retirer sa confiance au chef. Malgré certains moments de tension, la Communauté réalise le difficile équilibre entre la démocratie effective et l'autorité personnelle. Et sans doute parmi ses chances doit-elle compter d'avoir eu les hommes qu'il fallait, et, d'abord, Marcel Barbu le fondateur, et Marcel Mermoz, son chef actuel.

Le premier a quitté la Communauté en 1946, et cette séparation a eu le caractère pénible d'un divorce, encore sensible après plusieurs années. La sérénité souhaitable n'est pas entièrement revenue. Cependant ceux-là mêmes, qui demeurent les adversaires de Marcel Barbu, reconnaissent unanimement qu'il a été le créateur, qu'il a donné l'élan et insufflé l'esprit communautaire. Il a établi la Règle dont, malgré de nombreuses retouches, l'essentiel subsiste. Ceux qui demeurent de la première équipe, disent qu'il est un merveilleux manieur d'hommes, apte, mieux que tout autre, à entrer en contact avec ses compagnons, à les faire communiquer entre eux.

C'est un homme « du métier »-- ouvrier, petit patron, puis fondateur de communautés de travail, la condition ouvrière, il l'a connue à la fois par force (arrêté dans ses études par manque d'argent) et par son propre choix : il répugnait au travail de bureau. Il s'est établi une première fois, aux environs de 1930, en vendant tout son mobilier pour 1.300 Frs afin d'acheter les quelques outils nécessaires⁶. Il a connu des années « atroces », faute de capitaux, faute de crédit. Il a éprouvé la révolte « d'un homme qui se sent des capacités dans son métier et qui sent tout bouché, tout fermé

⁴ Ce dernier a une activité restreinte, mais des principes admirables : les sanctions, à l'exception du renvoi, ne peuvent être prises qu'avec l'accord du coupable. Pas de code : « Le bon sens est le guide des juges « Ce n'est pas la faste qu'ils ont à juger, mais l'homme »

⁵ Le a chef a est élu pour trois ans et rééligible au maximum deux fois.

⁶ Les indications données sur les débuts de Barbu sont empruntées aux fragments de son témoignage, présentés dans l'étude d' « Économie et Humanisme » (1944). Ce qui concerne Mermoz m'a été dit par lui-même et, par les compagnons.

parce qu'il n'a pas d'argent ». Cet « établissement » - si précaire - de Barbu comme patron représentait déjà pour lui autre chose qu'une tentative d'affranchissement personnel. « Nous avons décidé (ma femme et moi) d'être au moins un témoignage pour tous les êtres que nous aurions à rencontrer là où nous serions ». Déjà, semble-t-il, il voulait amener les ouvriers, à travers les difficultés qui leur sont propres, à penser le problème général de leur condition d'hommes. Dans ce premier essai, dans d'autres qui ont suivi, Barbu s'est heurté, à l'hostilité des organisations patronales et ouvrières. C'est à Valence, en 1941, qu'il réussit enfin : c'est-à-dire qu'il trouve quelques compagnons de travail, sans aucune qualification, mais qui donnent leur adhésion à ce qu'il propose : qu'on cherche avec lui « comment faire pour supprimer le patron et l'ouvrier ». Les débuts économiques sont très modestes, l'installation rudimentaire, mais la communauté s'élabore, à la fois dans le texte de sa règle et dans sa réalité vivante. Barbu est, sans doute, pour beaucoup dans l'un et dans l'autre, mais les hommes sont là, qu'il fallait, et sans doute aussi les circonstances : toutes les valeurs, toutes les habitudes d'agir et de penser étaient devenues douteuses : un effort neuf était un pôle d'attraction.

Marcel Mermoz a été, de bonne heure, associé à l'oeuvre de Barbu ; les deux hommes se sont connus en prison pendant la guerre. Mermoz était enfermé, depuis trois ans, comme militant communiste ; Barbu avait déjà fondé Boimondau. Entre le christianisme de l'un et le marxisme de l'autre, également vigoureux, il n'y eut pas conflit ; les deux hommes « communiquèrent ». Barbu conquiert Mermoz à son expérience. Celui-ci avait étudié de près l'histoire des tentatives communautaires. « D'instinct, reconnaît-il, Barbu avait retrouvé les principes essentiels »... Je ne puis qu'imaginer ce qu'était le rayonnement de Barbu sur les premiers compagnons, aux temps héroïques où des machines rudimentaires étaient montées sur des caisses à savon. Mais j'ai éprouvé, comme un phénomène physique, l'ascendant de Mermoz sur la Communauté. De bonne souche savoyarde, robuste, trapu, le teint coloré, l'abord simple et direct, il impose le respect aux compagnons pour deux raisons au moins : sa puissance de travail et l'étendue de ses connaissances. Le matin, dès six heures, la fenêtre de son bureau est éclairée ; Il étudie avec la même minutie les « grands problèmes » et les détails d'aménagement. Il consacre à la documentation

économique et sociale des heures nombreuses. On dit de lui, avec une admiration sincère, qu'« il peut répondre à toutes les questions ».

On sait qu'il s'est formé lui-même et que la plus grande partie de sa vie (il a dépassé la quarantaine) a été marquée des signes de la dureté, de l'insécurité et de la lutte. On lui sait gré d'avoir conquis sa valeur par un effort opiniâtre.

Il est solidement enraciné dans la Communauté ; il la domine en même temps, plus solitaire qu'il ne le voudrait sans doute. Son autorité a quelque chose de patriarcal. Il parle lentement, d'une voix aux sonorités amorties, appuyant sur certains mots, soucieux de persuader. Tout son comportement est de quelqu'un qui, se sachant prompt à l'irritation, se domine et ne veut d'autre domination sur les autres que celle de la persuasion. Il fait confiance à la maturation progressive de l'esprit social chez les compagnons, mais la jugeant encore insuffisante, il se donne pour tâche essentielle de guider, d'éclairer. Aux solutions qu'il a mûries, il est sûr d'obtenir le consentement unanime, fût-il douloureux. Et cette certitude impose déjà le ralliement, le sacrifice. Y a-t-il des remous, des oppositions, dans une assemblée ? Mermoz prend la parole et déjà l'on sent la partie jouée et la décision emportée...

Cet ascendant du chef ne signifie pas docilité parfaite et passivité chez les compagnons. A tous les « échelons », il est des hommes travaillés par l'esprit communautaire et ses exigences. Ils sont vraiment le levain de la pâte. Ils attestent la liberté de la Communauté. Et la plus belle réussite de Boimondau est de résoudre, dans une unité supérieure de sentiment et d'action, les conflits inévitables entre les impatiences de la liberté et les exigences de l'autorité. Ainsi tendus vers le développement le plus pur de leur Communauté, les Compagnons ne risquent-ils pas d'oublier ce monde ouvrier dont ils sont, présentement, un exemple privilégié ? N'est-ce pas déjà fait ? Demeurent-ils solidaires de la condition prolétarienne ?

Fidélité prolétarienne.

Boimondau n'est pas née de la Résistance, mais très vite son activité a été intimement mêlée à la Résistance. Ayant pu sortir de prison, Barbu s'opposa à la réquisition par le S.T.O. de ses jeunes compagnons et cela lui valut la déportation. La Communauté, réfugiée dans la ferme de Mourras, au seuil du Vercors, vécut alors dans la clandestinité, avec pour

chef Mermoz qui, libéré, lui aussi de la prison, grâce à Barbu, avait immédiatement pris le maquis. Nombreux, parmi les compagnons, sont ceux qui ont effectivement lutté contre l'occupant. Quelques-uns sont passés par les camps d'extermination ; d'autres, fusillés par les Allemands, il ne reste que le souvenir et le patronage. De tels débuts attestent un sens du bien commun trop récent pour qu'il se soit déjà évanoui. Un autre fait donne sa pleine signification à l'action de Boimondau pendant la guerre. L'assemblée générale de 1943 a adopté un texte affirmant en substance que les compagnons considéraient les Allemands et les Italiens comme leurs frères, mais que par leur oppression, ces peuples violaient leurs devoirs de frères et qu'ils devaient être combattus. De même, ajoutait cette résolution, si plus tard, nous venions à être opprimés par les Anglais, nous devrions leur opposer la même résistance. Ainsi, en engageant le combat contre les envahisseurs, la Communauté ne reniait pas le devoir primordial des hommes libres : garder intact le sens de la fraternité.

Cette vigilance à l'égard de tout ce qui menace le destin commun des hommes, Boimondau en témoigne présentement par son action contre la guerre. Un seul mouvement rassemble ses membres : celui des Partisans de la Paix, et si les communistes y sont, ils n'y sont pas les seuls. Les chrétiens, les « humanistes » qui y participent, n'ont nullement le sentiment de faire ainsi le jeu du « bloc oriental ». Ce mouvement leur paraît une réaction nécessaire et efficace contre les dangers de conflit. « Ceux de Boimondau » fournissent, m'assure l'un d'eux, le gros des troupes, toutes les fois qu'à Valence, les Partisans de la Paix organisent une manifestation, parfois périlleuse. Deux des compagnons, au moins, ont été poursuivis en justice pour avoir participé à de telles manifestations. L'un d'eux est Paul Brégeon, responsable du Service social de la Communauté, et membre du Conseil National des Combattants de la Paix.

Boimondau a une conscience aiguë de sa solidarité avec la « condition humaine » ; se sent-elle solidaire avec la même force de la condition proprement ouvrière ? Participe-t-elle efficacement à l'action révolutionnaire, sous quelque forme que ce soit ? Un temps assez court, de la Libération aux années 1946-1947 la Communauté semble avoir pensé (ou du moins agi comme si elle pensait) que sa propre expérience était déjà la révolution et qu'elle faisait assez en proposant un exemple. Des incidents graves eurent lieu à Valence, en décembre 1947 à l'occasion d'une grève des cheminots qui bloquaient les trains, et de la manifestation de

sympathie, place de la Gare, la garde mobile tira sur la foule ; il y eu des morts et des blessés, et parmi ceux-ci des compagnons de Boimondau. Dans les « sphères officielles » (à la préfecture, particulièrement) la Communauté acquit (ou renforça) sa réputation d'entreprise de subversion ; elle-même, si elle l'avait un peu oublié, sut à nouveau, que rien n'était résolu, ni ne pouvait l'être en dehors d'une action ouvrière indivise . . .

A cette action la Communauté participe par l'engagement, personnel de ses membres et aussi par des prises de positions collectives. Les compagnons, naturellement, sont syndiqués presque tous à la C.G.T., pas un seul à F.O., très peu, parmi les chrétiens, à la C.F.T.C. L'un de ceux-ci, militant « pur et dur », y reste plus par fidélité à son passé syndical que par attachement réel. Il a été très déçu, et sans doute n'est-il pas le seul, par l'attitude de la C.F.T.C. lors des événements de l'hiver 1947. La Communauté, qui demande tant pour elle-même à ses membres, les encourage en même temps à militer « au dehors ». Dans l'établissement de la rémunération sociale, il est tenu compte de tout ce qui est fait dans ce sens, fût-ce d'un simple collage d'affiches, au bénéfice de quelque mouvement ou parti que ce soit : l'essentiel est de s'associer à un effort. Mais la Communauté, comme unité, s'engage sans équivoque. Je parlais plus haut de « prises de positions ». La plus récente, et l'une des plus importantes, remonte aux journées d'étude de septembre dernier. Un texte a été ajouté à la Règle, qui affirme avec force la solidarité de Boimondau avec les communistes dans la lutte anticapitaliste et pacifiste.

Voici ce texte, tel qu'il est reproduit dans « Le Lien », organe de la Communauté, (N° 75 de septembre), sous le titre « charte politique » :

« Issue de la classe ouvrière, la Communauté veut et doit rester fidèle à la classe ouvrière. Comme l'affirmait déjà un Conseil général de juillet 1943, entre le monde du capital et le monde du travail, nous avons choisi.

« Dans la lutte qui oppose le monde du capital et le monde du travail, nous nous retrouvons aux côtés des communistes. Faire de l'anticommunisme, serait donc nécessairement faire le jeu du capitalisme.

« Sachant également que le capitalisme ne peut tenter de se survivre qu'en recourant à la guerre, nous nous refusons par avance à nous laisser entraîner dans cette manoeuvre, quels que soient la forme qu'elle puisse prendre et le terrain où elle prendrait corps, »

L'adoption de ce texte pose une question très nette : est-ce que ce sont les communistes qui mènent le jeu ? Certains, qui ne sont pas venus à la Communauté, le disent. Pour eux le départ de Marcel Barbu a signifié : mainmise des communistes sur Boimondau ; effacement de l'influence chrétienne. Sans être venu à Valence avec pour souci premier d'y déterminer la part du marxisme, j'ai voulu, une fois sur place, savoir moi, aussi, si les communistes avaient « conquis Boimondau » ; et je puis dire que non. Je peux surtout dire que les rapports communistes - non communistes s'y présentent comme des relations non d'opposition, mais d'influence mutuelle. Le climat de Boimondau y est pour beaucoup, et aussi cette perspective proprement ouvrière où la communauté de destin est beaucoup plus ressentie que les contradictions de doctrine, chères aux « gens du dehors ». Le texte de la résolution de septembre a été établi, après un mois de recherches par l'équipe « Éducation Civique » qui ne comprend qu'un seul communiste et qui est présidée par un chrétien. Il n'y a ni colonisation par le Parti (25 membres environ), ni « noyautage » : les responsables sont de tendances diverses. Mais le chef actuel de la Communauté n'a-t-il pas un passé de pur militant communiste ? (C'est à ce titre qu'il fut emprisonné en 1940). De ce passé Mermoz ne se cache pas, ni de n'avoir pas renouvelé son adhésion au Parti : il sait quelle valeur symbolique serait donnée à son appartenance politique. Ceci n'est pas une simple habileté ; mais le sentiment d'une unité communautaire supérieure à ses propres préférences...

Les communistes de Boimondau se sont demandé, se demandent encore si leur intégration à la Communauté ne les détournait pas de la lutte révolutionnaire. Des autorités du Parti l'ont pensé. Naguère encore certaine propagande maladroite, présentant Boimondau comme une réussite « antimarxiste », ont mis en position délicate ses membres communistes. Mais il semble que la défiance du Parti se soit atténuée... La conscience des compagnons communistes ne connaît pas cependant un repos parfait : ne sacrifient-ils pas trop de leur temps, de leurs forces à la Communauté ? Cette insatisfaction est un bon signe. Notre temps n'est pas celui du contentement de soi.

Communistes ou non, les compagnons ne peuvent se satisfaire, non plus, de la subordination de Boimondau à l'organisation capitaliste du marché. Cela s'exprime parfois de façon pathétique : « Les barres de métal que nous achetons et que nous travaillons, elles représentent l'exploitation d'autres travailleurs », ai-je entendu dire, sur un ton de révolte ; et ceci, également : « Nos fournitures dépendent de la bonne volonté des

entreprises capitalistes. Elles peuvent nous étrangler du jour au lendemain. Si elles ne le font pas, c'est qu'elles ne nous jugent pas dangereux ! »

Les compagnons savent bien aussi que « leurs » boîtiers (qui, effectivement, sont leurs), sortis de leurs mains, entrent dans le circuit commercial habituel : leur vente est génératrice de « profits », mais pas pour la collectivité. Il n'y a pas encore de communautés de « consommateurs » qui puissent prolonger les communautés de producteurs. Il faut non seulement accepter les « revendeurs », mais aussi « les ententes entre fabricants » ; à ce titre, Boimondau et une entreprise capitaliste se sont entendues sur les chiffres respectifs de leur production, en somme sur un partage du marché. On sait qu'il faut composer avec « l'ennemi ». Il arrive qu'on en soit blessé.

Une autre question ne saurait être éludée : celle de l'influence chrétienne. Il ne s'agit pas là d'un problème symétrique à celui de l'influence communiste. Les valeurs et l'efficacité chrétiennes ne sont pas d'ordre politique. Mais enfin, si Boimondau a été la création d'un catholique, si, dès le début, son effort a eu la signification d'un témoignage d'action authentiquement chrétienne, on peut, on doit se demander ce qui subsiste de ce témoignage et, d'abord, s'il reste des témoins. Les chrétiens « officiellement » représentent un peu plus du tiers des compagnons. Y a-t-il donc un recensement confessionnel ? Non, mais une répartition « philosophique » obligatoire entre trois groupes : les matérialistes, les humanistes et les chrétiens. Les matérialistes comprennent naturellement les communistes et d'autres aussi ; les humanistes, les moins nombreux, mais animés par des hommes de qualité, ont pour tâche, outre leurs recherches propres, la conciliation et la synthèse des deux autres tendances. Ces recherches, ces confrontations ont des objets précis, tels que le rôle de la femme dans la Communauté. L'influence chrétienne n'est-elle que celle d'un groupe philosophique ?

Sans vouloir identifier leur christianisme avec des positions politiques, il semble bien que les chrétiens de Boimondau veulent témoigner de l'efficacité de leur foi, surtout par leur « engagement ». Quelques-uns sont « chrétiens progressistes », d'autres, beaucoup plus nombreux, combattants de la Paix. Il en est de plus réticent et qui craignent une confusion des valeurs. Je les crois, les uns et les autres, conscients de leur responsabilité de témoins et de la mission d'apostolat que, sous une forme ou sous une autre, ils ont à remplir...

Il faut noter que le « groupe » des chrétiens, comprend des protestants à côté des catholiques, et qu'à Valence, et dans une région où les souvenirs des luttes religieuses ne sont pas tout à fait éteints, c'est parfois un sujet d'étonnement, sinon de scandale, que cette unité en partie retrouvée.

Il resterait beaucoup à dire sur l'important effort de développement culturel entrepris à Boimondau, et aussi sur les chances de développement du mouvement communautaire en France, car Boimondau n'est pas seule et, à Valence même, naissent en ce moment d'autres communautés d'industrie horlogère, qui doivent s'intégrer avec elle dans une structure plus vaste.

En France, Suisse et Belgique on compte une cinquantaine de communautés de travail ; elles ont tenu en octobre dernier des journées d'étude à Boimondau⁷.

Retenons la signification essentielle de l'expérience et de la réussite de Boimondau : elle préfigure ces sociétés à l'échelle humaine qui, seules, empêcheront que, passant de l'économie capitaliste à l'économie collectivisée, le travailleur ne fasse que changer de servitude.

Jean GOUROT.

⁷ En France les Communautés sont reliées par l'Entente communautaire Française (43, rue Mouffetard à Paris) dont l'organe est le bulletin *Communauté*.